

Orléans EMC

Orléans resident Samantha Perron the stuff billboards are made of

Posted Sep 22, 2011 By Tony Muma

The stunning Samantha Perron keeps herself pretty busy between her studies at Ottawa University, a part-time job and modelling.

If you've driven east on St. Joseph Boulevard by Dusserre and St. Jean streets in recent weeks, you might have noticed her on the right side of a 106.9 The Bear billboard advertisement.

"I don't have Nirvana tattooed on my back," she wrote in an e-mail to the EMC between class and work.

Perron, a resident of Chapel Hill, attended Etoile-de-l'Est from primary school to Grade 6 before attending Garneau High School from seventh grade until her high school graduation.

Now, Perron is a political science major with a minor in criminology.

"I've always been interested in international policies and relations, whether it be how countries work together to organizations like the United Nations," she said.

"I would love to eventually work for the United Nations office of drugs and crime, specializing in human trafficking."

Perron said she hopes to acquire a better understanding of the crime or be of assistance to its victims through her studies.

Asked if she ever has trouble juggling a part-time job, modelling and school, Perron said she's no different than students who balance "school and two part-time jobs - a trend many students have taken to lately."

"It's not always easy to get everything done but I always find the time to read, whether I'm in the waiting rooms for castings, the back room at work or in hair and makeup - I manage."

Perron got her start in modelling at the age of 15.

"I quickly started and never stopped," she said.

"My family and friends encouraged me to start modelling but it's my love of fashion that kept me interested over the years."

The billboard bombshell said her parents have been especially supportive of her modelling career, along with her agents.

[Click to Enlarge](#)



Submitted

Samantha Perron, above right, top right, from Chapel Hill, keeps herself very busy with a job, modeling and university studies. Perron said rejection is part of the modeling business but she's learned to take it better over time. Perron is a political science major at Ottawa University.

[Click to Enlarge](#)



Tony Muma, Orleans EMC

Samantha Perron, above right, top right, from Chapel Hill, keeps herself very busy with a job, modeling and university

"My agents in Ottawa and Montréal have also been very supportive and have guided me," she said.

studies. Perron said rejection is part of the modeling business but she's learned to take it better over time. Perron is a political science major at Ottawa University.

"My friends have been supportive too, especially my best friend, Can, who has kept me company in Montréal more times than I can count."

Her billboards, which depict her as the right-side model flanking a large hairy man who's less aesthetically pleasing, was erected a "few weeks ago," according to Perron.

Asked what she feels when she sees herself in such a large advertisement, Perron said she is reminded of "how great a shoot it was."

"I met tons of creative and talented people. The hair and makeup artists from Rinaldo's Hair and Spa, The Bear representatives and the photographer were a lot of fun to work with and I spent time with my friends who were casted as well."

Perron has been able to make friends in the industry and has learned some tough lessons.

"There's a lot of rejection," she said.

"The criticism is also difficult. You have to remind yourself that the client has an extremely specific look in mind and they're saying 'no' to you as a model, not a person."

Perron admits that she has already accomplished what she set out to do in modelling - which was to gain business skills.

"I've met so many talented people from around the world, I've learned about aspects of the modelling world people don't often think of, like hair and makeup tips, photography and most important of all, being comfortable in your own skin."

Perron can't imagine herself sticking around as a model forever due to the competitive nature of the industry.

"The hours are long, the jobs are sometimes crazy and a lot is expected of you," she said.

Still, Perron said she'll continue working in modelling as long the industry allows her.

tmuma@theemc.ca

Like

Add New Comment

Type your comment here.

Post as ...

Showing 0 comments

Sort by [Subscribe by email](#) [Subscribe by RSS](#)

Rock Dagenais était entré dans une école primaire, fusil à la main, en avril dernier

Armé « pour parler d'intimidation »



LOUIS-DENIS EBACHER
ldebacher@ledroit.com

Rock Dagenais serait entré armé dans l'école primaire Saint-Laurent pour avoir accès à des élèves de 5^e ou 6^e année, et leur expliquer comment la violence et l'intimidation l'avaient fait souffrir à leur âge.

Journée fort attendue, hier, au palais de justice de Gatineau, puisqu'on attendait le témoignage de l'homme de 26 ans accusé d'avoir fait irruption dans l'école du secteur Buckingham avec une carabine 22 tronçonnée, une centaine de balles dans les poches et un couteau à la cheville, le 19 avril dernier.

Après sa routine matinale, Rock Dagenais est parti au Carrefour jeunesse emploi de Buckingham pour tenter de réorienter ses études après avoir abandonné une formation en boucherie.

Son retour à la maison, en mi-journée, a été ponctué d'un commentaire de sa tante, chez qui il résidait, et où il devait effectuer quelques tâches ménagères. « Elle

était choquée et me disait que je ne faisais les choses, juste quand je voulais les faire. »

« Des flashes »

Le jeune homme est retourné en bas, dans sa chambre, à la recherche d'un papier sur lequel une adresse Internet liée à sa recherche d'emploi était écrite. « Puis, c'est un flash que j'ai eu. J'ai revu le divorce de mes parents, quand j'avais dix ans. Je ne l'ai pas accepté. Puis, après, les dénégations année après année. Je me faisais battre à l'école. Humilié, des coups de poing, on m'attendait pour me battre après l'école. Mes profs me disaient d'enterrer. »

M. Dagenais allègue avoir alors été ensuite agressé sexuellement par un adulte. L'accusé précise qu'il se faisait traiter « de gai, de tapette », poursuivant qu'il s'était fait mettre la tête dans une toilette, dans le vestiaire d'école. « L'éducateur n'avait rien fait. »

« Formation vite faite »

C'est dans cet esprit que Rock Dagenais a entrepris de scier sa carabine pour mieux la dissimuler, avant de prendre son vélo et de s'arrêter, au hasard, à la première école sur son chemin.



Le 19 avril dernier, Rock Dagenais avait fait irruption dans l'école primaire Saint-Laurent, une carabine 22 tronçonnée à la main, une centaine de balles dans les poches et un couteau à la cheville.

Rock Dagenais voulait offrir « une formation vite faite » à des élèves de 5^e ou 6^e année. Jamais, a-t-il insisté tout au long de son témoignage, il n'a voulu blesser des enfants ou des membres du personnel. C'est pourtant ce qu'il menaçait de faire en entrant dans l'établissement. Après son intervention, Rock Dagenais prévoyait faire évacuer l'école et se suicider.

« Je savais que je n'allais pas entrer seulement qu'en parlant

aux employés. Le monde allait écouter si je leur montrais mon arme. »

La première à avoir pris contact avec lui est Rachelle Pilon, secrétaire à la réception. Contrainte par l'arme, elle a conduit l'individu à l'étage supérieur.

À l'entrée d'une classe, Dagenais a parlé à une enseignante, Josée Pilote. Rock Dagenais a entendu une fillette poser une question aux policiers qui venaient d'arriver. Il n'a eu le temps que de sortir quel-

ques secondes de la classe avant d'être maîtrisé par les policiers Pierre Blais et Stéphane Stuart. L'accusé a d'ailleurs souligné le « bon travail » des agents.

« Je m'excuserais 1000 fois et ce ne serait pas aussi sincère que la première fois. J'en ai traumatisé une bonne gang. Je voulais parler d'intimidation, mais j'ai fait de l'intimidation avec une arme », a dit l'accusé devant la trentaine de personnes présentes dans la salle d'audience.

Une cause unique au pays

LOUIS-DENIS EBACHER
ldebacher@ledroit.com

Le juge Réal Lapointe, de la Cour du Québec, devra décider de la sentence d'un homme qui s'est présenté dans une école sans toutefois tirer un seul coup de feu, une première au pays.

Habituellement, un homme armé dans une école est synonyme de bain de sang: les exemples du collège Dawson et de la Polytechnique, à Montréal, viennent à l'esprit. Mais cette fois, l'homme n'a tiré aucun coup de feu et en est ressorti vivant.

Le Code criminel ne prévoit pas

de disposition pour une entrée armée dans un établissement scolaire.

Rock Dagenais a plaidé coupable aux chefs de possession d'arme à feu prohibée, de fabrication d'une arme prohibée et de séquestration.

Le procureur de la Couronne, Sylvain Petitclerc, voudrait que M. Dagenais écope de 6 à 7 ans de prison, en se basant sur les peines imposées dans des affaires d'invasion de domicile.

L'avocat de la défense, Daniel Cyr, demande de son côté une peine minimale de trois ans, pour les accusations touchant les armes à feu.

Des témoins toujours sous le choc

LOUIS-DENIS EBACHER
ldebacher@ledroit.com

L'insomnie et le manque d'énergie rongent toujours la vie de celles qui ont posé une série d'actes courageux pour empêcher Rock Dagenais de commettre le pire dans une classe d'élèves de l'école primaire Saint-Laurent, dans le secteur Buckingham.

À leur façon, Rachelle Pilon, Josée Pilote, Janelle Lacroix et Geneviève René ont permis aux policiers d'arriver à temps et d'empêcher que Rock Dagenais - armé et menaçant - ne transforme ses propos en réalité.

Même si Dagenais a affirmé hier qu'il n'avait jamais voulu faire de mal à quiconque, celui-ci soutenait alors qu'il était prêt à faire feu sur tout le monde, si on n'obtempérait à ses demandes.

Plusieurs témoins souffrent toujours de pertes d'appétit, de poids et d'énergie, des sautes d'humeurs et de phobie des endroits bruyants.

Marquées à jamais

« Je me sens craintive au guichet automatique, dans les stations-service, je n'aime pas croiser des inconnus dans les corridors », raconte Geneviève

René, dans une lettre lue par le procureur de la Couronne, hier. M^{me} René est demeurée au bout du fil avec le 9-1-1, observant Rock Dagenais et une enseignante, dans la classe d'à côté, tout en s'occupant de ses élèves.

La secrétaire Rachelle Pilon a été la première à parler à Rock Dagenais à son arrivée, le 19 avril dernier. L'homme lui a montré son arme après qu'elle lui ait refusé l'accès une première fois. « Je ne peux tolérer les bruits soudains. Je refuse très souvent de sortir en public, de peur de rencontrer des gens qui vont me poser des questions sur les événements. »

LEDROIT, LE MARDI 27 SEPTEMBRE 2011

SERVICE D'EXCELLENCE SUBARU OUTAOUAIS

Prenez rendez-vous avec les vrais spécialistes Subaru

99⁹⁵\$

Offre disponible pour tous les modèles Subaru

- Inspection et préparation hivernale
- Installer nouveaux essuie-glaces d'hiver
- Effectuer traitement de pare-brise (AGUAPEL)
- Vérifier état de la charge de la batterie
- Nettoyer pôles de la batterie
- Vérifier état des courroies d'accessoires
- Vérifier l'état des pneus et régler la pression d'air

- Vérifier l'état du pneu de secours et régler la pression d'air
- Régler la densité de l'antigel et le PH
- Vérifier l'état du filtre à air
- Vérifier l'état du filtre à l'aire de l'habitacle
- 1 bidon de lave vitre

Roulez partout, par tous les temps

SUBARU OUTAOUAIS

...aussi fiable que la marque
890 St-Joseph, Gatineau (secteur Hull)

subaruoutaouais.com 819 777-4341

Pièces et service après-vente de qualité Subaru

Denise Racine
propriétaire

PIÈCES ET SERVICE DE QUALITÉ SUBARU

Printed and distributed by NewspaperDirect
www.newspaperdirect.com ©2011 1-877-960-1248 Item# 6031304304
COPYRIGHT AND PROTECTED BY APPLICABLE LAW

http://ledroitentpartenariat.newspaperdirect.com/epaper/services/OnlinePrintHandler.ashx... 2011-09-27

27 septembre 2011 | Le Droit

Clavardage-sondage

Eh bien... j'ai survécu à ma première séance de clavardage, j'eudi dernier. Ce n'était pas aussi intense que je prévoyais. Je dirais même que je me suis amusé. Et merci à vous tous qui avez participé. J'espère que nous serons encore plus nombreux la prochaine fois.

Durant cette conversation en ligne, nous avons discuté principalement des différences entre vivre du côté québécois de la rivière des Outaouais et vivre du côté ontarien. Bref, entre Gatineau et Ottawa.

Et pendant cette discussion, des petits sondages ont été réalisés. Huit questions ont été posées aux gens qui suivaient ce clavardage de 90 minutes.

Ce matin, je vous fais part des résultats. Allons-y.

QUESTION 1 : Quelle province offre la meilleure qualité de vie dans la région de la capitale nationale ? RÉPONSE : Ontario : 33 % Québec : 22 % Pas de différence : 44 % Ayant vécu des deux côtés de la rivière, je peux dire sans me tromper qu'il y a des différences entre les deux. De très grandes différences. Par contre, en ce qui a trait à la qualité de vie, je suis d'accord avec la majorité. Il n'y a pas de différence. On choisit de vivre où on se sent bien, bref.

QUESTION 2 : Où se trouve le centre-ville de Gatineau ?

RÉPONSE : Près de la marina d'Aylmer : 9 % Pointe-Gatineau : 0 % Gréber/Maloney : 9 % Vieux-Hull : 82 % Je suis tout à fait d'accord avec 82 % des participants. Le centre-ville de Gatineau est, selon moi, dans le Vieux-Hull. Ceci dit, serait-il possible de l'animer un peu... ? QUESTION 3 : Qui est le meilleur maire ? RÉPONSE : Jim Watson : 43 % Marc Bureau : 14 % Les deux sont excellents : 0 % Ni un, ni l'autre, 43 % Je ne sais trop quoi conclure de ce résultat. Mais ce qui saute aux yeux, c'est que si la tendance se maintient, les Gatinois auront un nouveau maire en 2013... QUESTION 4 : Êtes-vous plus un fan des... ? RÉPONSE : Sénateurs : 32 % Canadiens : 58 % Une des 28 autres équipes de la LNH : 5 % Je n'aime pas le hockey : 5 % Eh bien... Ces chiffres me surprennent. Parce qu'honnêtement, je ne pensais pas que les Sénateurs pouvaient compter sur l'appui d'un francophone sur trois dans la région. L'Ambassadeur officiel des Sénateurs que je suis est encouragé par ce résultat. QUESTION 5 : Où achetez-vous vos boissons alcoolisées ?

RÉPONSE : Ontario : 58 % Québec 33 % Je n'en achète pas : 5 %. Puisque le vin est moins cher en Ontario qu'au Québec, et que la bière est moins chère au Québec qu'en Ontario, on doit conclure que dans la grande région de la capitale nationale, on boit plus de vin que de bière !

QUESTION 6 : Si vous aviez le choix, à quelle urgence iriez-vous ? RÉPONSE : Montfort : 66 % Hôpital d'Ottawa : 17 % Hull : 17 % Gatineau : 0 % Wakefield : 0 % Deux personnes sur trois choisissent Montfort. Et 83 % des répondants iraient en Ontario. Les Franco-Ontariens pourraient chanter aux Gatinois la chanson de Jean Lapointe : « Amenez-vous, les fleurs malades »...

QUESTION 7 : Quelle province a les plus belles routes ?

RÉPONSE : Ontario : 43 % Québec : 13 % Les deux sont minables : 29 % Les deux ont de belles routes : 14 %

Personnellement, je suis avec 29 % des participants...

QUESTION 8 : Où magasinez-vous le plus souvent ? RÉPONSE : Ontario : 31 % Québec : 69 % Cette réponse me surprend. Il y a eu une époque où les Gatinois traversaient en masse pour magasiner à Ottawa. Faut croire que les temps ont changé. Tant mieux. Et Ottawa pourra toujours compter sur son IKEA pour attirer les Gatinois...

Et parlant du IKEA. Êtes-vous passés par là, ces temps-ci ? On y construit présentement l'un des plus gros en Amérique du Nord. La place sera immense.

Suivre les flèches sur le plancher de ce nouveau magasin sera un véritable marathon de 24 heures.

J'ai la curieuse impression que je vous en reparlerai un jour...

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

TÉMOINS D'UN ÉVÉNEMENT
 ▶ VOUS AVEZ DES NOUVELLES, DES PHOTOS D'ACTUALITÉ?
 613-562-0333
 nouvelles@ledroit.com

MÉTÉO en détails PAGE 33

 Alternance de soleil et de nuages.
Max. 25 Min. 17

NOUS JOINDRE
 Renseignements généraux : 613-562-0111

Rédaction
 nouvelles@ledroit.com 613-562-0333

Abonnements et livraison du journal
 tirage@ledroit.com 613-562-0555
 www.cyberpresse.ca/abonnement 1 800-267-6961
 Lundi au vendredi: 6 h — 16h30
 Samedi: 7 h — 12 h

Publicité (annonces commerciales)
 613-562-7747
 Lundi au vendredi: 8h30 à 16h30

Petites annonces
 petitesannonces@ledroit.com 613-562-0222
 necrologie@ledroit.com 1 800-267-9555
 Lundi au vendredi: 8 h — 19 h
 Samedi: 8 h — 12 h

SOMMAIRE

Actualités	15	Horoscope	24
Arts	22	Loteries	11
Détente	24	Nécrologie	29
Économie	18	Petites annonces	25
Editorial	12	Sports	31
Forum	13	Statistiques	33

Le quotidien LeDroit est publié et édité par LeDroit, une division de 3834310 Canada Inc dont le siège social est sis au 47 rue Clarence Bureau 222 à Ottawa, Ontario, K1G 3J9. LeDroit est imprimé à Gatineau par la compagnie Quilmax, propriété de Transcontinental.



merci de recycler ce journal

Sur le web ▶
ledroit.cyberpresse.ca

▶ **QUESTION DU JOUR**
 Moins de 100 constats d'infraction en 2011: Les policiers sont-ils assez sévères avec les cyclistes indisciplinés?
Oui — 15% Non — 85%
950 votes

▶ **TWITTER**
 Suivez LeDroit sur Twitter au www.twitter.com/CyLeDroit.

LE DROIT, LE MARDI 27 SEPTEMBRE 2011

ÉLECTIONS ONTARIENNES 2011

cyberpresse.ca/le-droit/elections



LA PRESSE CANADIENNE



LA PRESSE CANADIENNE



ÉTIENNE RANGER, Archives LeDroit

Le temps presse pour la néo-démocrate Andrea Horwath, le libéral Dalton McGuinty et le progressiste-conservateur Tim Hudak. Il ne leur reste que neuf jours pour faire lever une campagne qui se résume jusqu'ici à un « concours d'épouvantails ».

Dernier droit crucial pour les chefs ontariens



FRANÇOIS PIERRE DUFAULT
 fpdufault@ledroit.com

Le temps commence à presser pour les chefs de trois principaux partis politiques à Queen's Park. Il ne leur reste que neuf jours pour faire lever une campagne qui se résume jusqu'ici à un « concours d'épouvantails », et convaincre une majorité d'électeurs qu'ils ont la meilleure équipe et le meilleur plan pour gouverner l'Ontario.

Or, rien à l'heure actuelle ne laisse croire qu'ils en seront capables... ou qu'ils en ont vraiment l'intention, affirme le professeur Robert Asselin, directeur associé de l'École supérieure d'affaires publiques et internationales de l'Université d'Ottawa.

« Ce n'est pas la campagne la plus originale. Mais d'une certaine façon, c'est parfait pour le premier ministre Dalton McGuinty. Ce qui s'annonçait un référendum sur le bilan de son gouvernement s'est plutôt retourné contre l'opposition progressiste-conservatrice, qui est elle-même obligée de défendre le bilan de son dernier gouvernement », explique l'universitaire qui suit attentivement la campagne provinciale.

Selon M. Asselin, les libéraux de M. McGuinty ont jusqu'ici eu raison de jouer la carte de la prudence et d'éviter les débats de fond. « Ça fait huit ans qu'ils sont au pouvoir. Ils ont une valeur établie. Les électeurs les

connaissent. L'erreur stratégique des progressistes-conservateurs a été de ne pas donner plus de substance à leur campagne. Ils se contentent d'attaquer le bilan libéral sans proposer grand-chose en échange. »

Cette tactique permet aux libéraux de contre-attaquer facilement, estime le professeur. Ils n'ont, dit-il, qu'à agir à leur tour l'épouvantail de la « révolution du bon sens » de Mike Harris. Ce n'est donc pas un hasard si M. McGuinty consacre autant de temps à parler de l'héritage controversé de son prédécesseur, marqué par des fermetures d'hôpitaux et la décharge de responsabilités provinciales totalisant plus de 2 milliards\$ dans la cour des municipalités.

Les faux pas de Hudak

Et puis, il y a eu les faux pas de Tim Hudak qui, en début de campagne, ont fait reculer les progressistes-conservateurs de près d'une dizaine de points dans les sondages. Alors qu'ils filaient vers une victoire facile, à la mi-août, ils sont à présent au coude à coude avec les libéraux, autour des 35% dans les intentions de vote. « Dans la tête d'un grand nombre d'électeurs, il y a maintenant un gros doute sur la capacité de M. Hudak à diriger la province », croit M. Asselin, soulignant notamment les commentaires du chef de l'opposition sur les « travailleurs étrangers » et sa volte-face aux francophones.

Les néo-démocrates mènent jusqu'ici une « bonne campagne », aux yeux de M. Asselin, bien que la chef Andrea Horwath n'ait pas réussi à « brouiller les cartes autant qu'elle aurait pu le faire ». « On ne sent pas de vague

orange comme celle que nous avons vue lors des élections fédérales, au printemps. Je me serais attendu à ce que l'effet Layton donne plus de traction à la campagne provinciale. »

La cote de popularité du NPD ontarien oscille autour des 25%. Elle était de 22% à la mi-juillet, un mois avant le décès de Jack Layton, l'ex-chef charismatique des néo-démocrates fédéraux. Il s'agit tout de même, pour l'aile provinciale, des sondages les plus favorables depuis ceux du début des années 1990. La formation s'est contentée de 17% des voix lors des dernières élections, en 2007.

Tendance minoritaire

Si la tendance se maintient, l'Ontario se dirige tout droit vers un gouvernement minoritaire, le 6 octobre. Selon M. Asselin, un gouvernement de coalition libéral et néo-démocrate pourrait fonctionner « relativement bien » parce que « les idées des deux partis se rejoignent jusqu'à un certain point ». Par contre, il prédit qu'un gouvernement Hudak/Horwath serait « assez instable » et de très courte durée. « Il y aurait de grosses négociations et la menace constante de nouvelles élections. »

« C'est à partir du débat des chefs (ce soir) que tout peut se jouer. Ce sera le gros test pour M. Hudak. Il devra réussir à se défaire de cette image négative que les électeurs ont de lui. M. McGuinty devra, pour sa part, délaissé ses épouvantails et miser un peu plus sur son programme. Une chose est certaine, cette fois-ci, aucun parti ne peut tenir les électeurs pour acquis », conclut M. Asselin.

ÉLECTIONS ONTARIENNES 2011 cyberpresse.ca/le-droit/elections



Premier débat provincial en français, hier soir

Une première historique sans surprise



PHILIPPE ORFALI
porfali@ledroit.com

C'est sans se distancer d'un millimètre de la plateforme électorale de leur parti que les candidats des trois principales formations politiques ontariennes ont croisé le fer, hier soir, au cours d'un débat télévisé en français. À défaut d'avoir pu se mettre sous la dent un débat des chefs proprement dit, les Franco-Ontariens ont tout de même eu droit au tout premier débat d'envergure provinciale à être tenu en français en Ontario.

Diffusé à TFO et sur Cyberpresse, ce débat fut sans surprise, mais pas monotone pour autant.

Les chefs avaient bien été invités, mais comme seul Dalton McGuinty maîtrisa suffisamment la langue française, les partis ont préféré déléguer un représentant. Libéraux et néo-démocrates ont envoyé un élu. Chez les progressistes-conservateurs, c'est l'adversaire de M. McGuinty dans Ottawa-Sud, Jason MacDonald, qui avait été délégué.

Parlant d'un ton assuré et maîtrisant relativement bien ses dossiers, la représentante libérale, Madeleine Meilleur, disposait d'une longueur d'avance sur ses opposants. La députée d'Ottawa-Vanier est depuis 2003 ministre déléguée aux Affaires francophones, et à ce titre, s'est targuée d'avoir notamment piloté la création du Commissariat aux services en français de l'Ontario.

« Mais pourquoi Madeleine vous ne voulez pas qu'il réponde à l'Assemblée législative? », a répliqué Gilles Bisson le député néo-démocrate de Timmins-Baie James, au sujet du Commissaire. « Ça ne fait aucun bon sens qu'on ait un commissaire pour le français et qu'il réponde à la ministre », contrairement aux autres commissaires provinciaux, a-t-il lancé.

Le porte-parole du NPD en matière d'affaires francophones

de 1995 à 2008 jouait gros, hier, car il est talonné de près dans sa circonscription par le candidat du Parti PC.

La question francophone était la quatrième et dernière question abordée, après l'économie, la santé et l'éducation.

Comme il fallait s'y attendre, les rivaux de M^{me} Meilleur lui ont reproché la performance de son parti sur le front économique, l'Ontario ayant reçu pour la première fois des paiements de péréquation, sous les libéraux. Gilles Bisson a aussi reproché aux troupes de McGuinty d'avoir abandonné le nord de la province, aux prises avec la crise forestière.

« Build it and they will come »

En santé, en répondant à une question concernant l'accès à des soins de santé en français, les trois porte-parole se sont faits évasifs, M^{me} Meilleur et M. MacDonald évitant de répondre à la question, ce que n'a pas manqué de souligner M. Bisson.

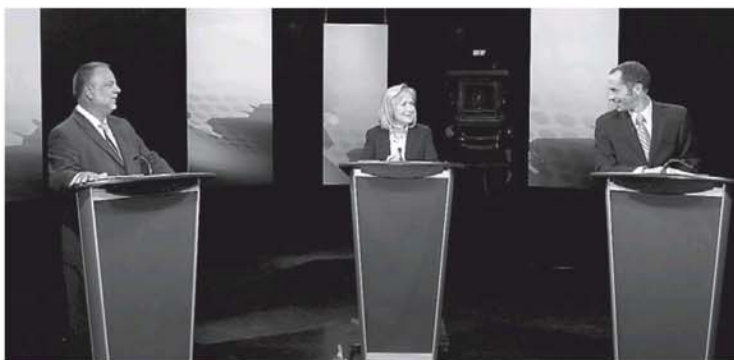
Lorsque la modératrice Gisèle Quenneville leur a demandé si la construction, au coût de 12 millions, d'une école secondaire francophone à Windsor était justifiée, Jason MacDonald a indiqué que le Parti PC allait augmenter de 2 milliards \$ les dépenses en éducation, sans s'avancer sur la question des écoles francophones.

« Build it and they will come », a répliqué – en anglais – la ministre des Affaires francophones, afin de décrire l'approche de son parti concernant la construction d'écoles francophones dans les régions où la clientèle est minime, rappelant que l'éducation en français en Ontario est un droit constitutionnel.

Le PC va « respecter » la Loi 8

La question qui en titillait plus d'un, c'est celle de la place accordée au français par les conservateurs. Jason MacDonald a lu à maintes reprises que le Parti PC « respectera la Loi sur les services en français [...] Nous nous assurerons que les services soient disponibles, là où le nombre le justifie. »

« Après huit ans sous McGuinty, on doit prendre des décisions



COURTOISIE, TFO

Le débat d'hier a opposé Gilles Bisson, député néo-démocrate de Timmins-Baie James; Madeleine Meilleur, députée libérale d'Ottawa-Vanier; et Jason MacDonald, candidat progressiste-conservateur dans Ottawa-Sud.

difficiles, a-t-il ajouté, confirmant que les services en français ne seraient pas épargnés. On cherche 2 cents sur chaque dollar. C'est nécessaire. On va faire une analyse de tout pour voir où

on peut trouver ces deux cents. Le débat des chefs, en anglais celui-là, doit être diffusé ce soir dès 18 h 30 sur les principales chaînes anglophones. Ce débat-là pourrait changer

bien des choses, puisque les plus récents sondages mettent les libéraux et les progressistes-conservateurs au coude à coude à 34,9 contre 35,4 % des intentions de vote.



TOUT COMME LA SÉRIE 7 DE BMW, CETTE OFFRE NE PASSERA PAS INAPERÇUE.

La BMW 750i xDrive 2012 a été conçue pour ceux qui savent où ils vont. La technologie de pointe BMW ConnectedDrive vous offre les outils les plus avancés, tels que des caméras d'aide au stationnement, la fonction streaming Bluetooth, le système de vision nocturne et l'afficheur tête levée. Le moteur Turbo TwinPower V8 de 4,4 L et la direction active intégrale délivrent une puissance étonnante, tandis que le système xDrive® à traction intégrale vous assure une maniabilité hors du commun. Ne manquez pas cette occasion de vivre l'expérience du BMW 750i xDrive 2012. Visitez le concessionnaire le plus proche.

JUSQU'AU 2 OCTOBRE SEULEMENT

Elite Automobiles Inc.
1040, chemin Ogilvie
613.749.7700
elitebmw.com

Otto's BMW Centre
660, chemin Hunt Club
613.725.3048
ottos.bmw.ca

BMW 750i xDrive 2012

PRIX DE VENTE	MENSUALITÉS À LA LOCATION	TALX À LA LOCATION
91 012 \$**	998 \$ 15 710 \$ MONTANT DOULA L'INLOCATION	3,9 % JUSQU'À 39 MOIS
ENTRETIEN RÉGULIER SANS FRAIS 4 ans ou 80 000 km*		

Modes équipement mentionnés. Certaines options peuvent ne pas être offertes au Canada. ** Offre à l'achat - le prix de vente est de 91 012 \$, ce qui inclut le PDSF (110 300 \$), le transport et l'installation de préférence (1 999 \$), la taxe sur la circulation (100 \$), le taux de gestion des pneus (23,36 \$), les frais d'administration du concessionnaire (jusqu'à 459 \$), les frais ONVIC (5 \$) et le rebate BMW Canada TVM et immatriculation en sus. * Taxe à la location offert par Services financiers BMW, sur approbation du crédit, uniquement pour les modèles de base BMW 750i xDrive 2012 en stock. ** Offre à la location - 110 300 \$ sur 20 mois à un taux d'intérêt annuel de 3,9 %, avec un acompte de 15 710 \$, pour des mensualités de 998 \$. Le montant de 15 710 \$ est exigé à la signature du contrat de location, qui inclut la première mensualité, un dépôt de garantie équivalent à une mensualité, le transport et l'installation de préférence, la taxe sur la circulation, les frais d'administration du concessionnaire, les frais ONVIC (5 \$), la taxe sur la gestion des pneus et les services PPSA, TVM et immatriculation en sus et payables à la signature, immatriculation et plaque du véhicule, options, assurances et toutes taxes applicables en sus. La valeur résiduelle du véhicule à l'échéance du terme est de 46 250 \$. L'obligation locative totale est de 52 495,91 \$. La mensualité varie selon le montant de l'acompte versé et de la valeur résiduelle. La mensualité annuelle alloué est de 20 000 km, 0,20 \$ du kilomètre excédentaire. Le concessionnaire peut décider d'un prix au particulier et exiger des frais d'administration qui peuvent modifier le prix du véhicule. Ces frais peuvent être exigés pour usage excédentaire. Cette offre d'une durée limitée est soumise à la disponibilité et peut être modifiée ou annulée sans préavis. Le véhicule doit être livré au plus tard le 2 octobre 2011. Les véhicules BMW 2012 achetés au Canada d'un concessionnaire autorisé sont couverts par un programme d'entretien aux pièces recommandées sans frais de 4 ans ou 100 000 km, selon la première éventualité. Certaines conditions s'appliquent. Consultez un concessionnaire BMW pour obtenir tous les détails. © 2011 BMW Canada Inc. « BMW », le logo BMW, tous les noms de modèles BMW et toute autre famille de marques, d'images et de symboles relatifs à BMW sont la propriété exclusive et/ou des marques déposées de BMW AG utilisées sous licence.

Manoir Sainte-Marie Résidence pour personnes retraitées autonomes
MANOIRSTEMARIE.COM

PROFITEZ DE LA PROMOTION DE SEPTEMBRE

819 663-5736 Une entreprise familiale
156, Boul. Lorrain, Gat., QC

LEDROIT, LE MARDI 27 SEPTEMBRE 2011

Article rank | 27 Sep 2011 | Ottawa Citizen | MATTHEW PEARSON

Price of full-day kindergarten rises for board

New classes to cost additional \$700,000, staff report says

The Ottawa-Carleton District School Board could be forced to pay more than \$1.3 million extra this year to cover the cost of implementing full-day kindergarten, a signature initiative that was supposed to be fully funded by Liberal Premier Dalton McGuinty's government.

Now in its second year, full-day kindergarten was supposed to be offered in 75 classrooms at 29 English public schools across the city.

Of these, 71 are paid for by the Ministry of Education, while four others are paid for by the board at a cost of \$600,000.

Today, trustees will be asked to shell out an additional \$750,000 to fund five more classes in an effort to address overcrowding.

Enrolment this month has peaked at 2,005 students, compared to the initial projection of 1,846.

There is no class-size cap for full-day kindergarten, but the Ministry of Education does expect a system average of 26 students for every teacher-Early Childhood Educator team, or 13 children for every adult.

An OCDSB staff report says the board has been keeping an eye on classes that have more than 30 students or where there are multiple classes in a school with more than 30 students.

The report recommends adding five new classes to ease overcrowding, but clearly states the board will have to pick up the tab.

"It is unlikely that there will be additional funding available from the Ministry to fund these classes," the report says.

Part of the problem, according to trustee Lynn Scott, is that full-day kindergarten is not funded per-pupil, like programs for students in Grades 1 through 12.

Instead, school boards are given a pot of money for a set number of classes.

"The fact that, at many schools, we might need more classes doesn't seem to factor into their formula," Scott said.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 27 Sep 2011 | Ottawa Citizen | Mpearson@ottawacitizen.com Twitter.com/mpearson78

Board: Pros and cons to program's popularity

Scott said the province should cap the number of schools that offer the program in a given year, but provide funding based on the actual number of students enrolled.

Jennifer McKenzie, the board's chairwoman, said there were pros and cons to the program's popularity.

"It's good news-bad news in the sense that our full-day kindergarten program is much more popular than we originally forecast, so that's a positive," she said.

"It is extra money out of our budget, which we will have to hear where that's coming from."

McKenzie called it a one-year issue and said the board would adjust the number of new full-day kindergarten classes it added next year to reflect the extra classes required this year.

"I think the ministry made it quite clear the number of classes they were prepared to fund (for September 2011), and I think we understood the parameters quite clearly, so (trustees will) have to make our decision with that in mind," McKenzie added.

In the program's first year, the ministry gave the OCDSB funding for 50 classes, but overcrowding forced the board to add four more classes, which it paid for at a cost of \$600,000.

If approved, the additional full-day kindergarten classes would be at Featherston Public School, General Vanier PS, North Gower/Marlborough PS, Pinecrest PS and Robert Hopkins PS.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.